



Ressources sur la non-violence

Bulletin du Centre de ressources sur la non-violence

1945, Mullins, bureau 160, Montréal (Québec) H3K 1N9
Tél. : 514 272-5012 > crnv@nonviolence.ca > www.nonviolence.ca

Volume 7 > Numéro 3 >

Automne 2015



Arrivée des réfugiés

Accueillir dans une société de paix et de reconnaissance

Le Canada s'organise présentement pour accueillir des dizaines de milliers de réfugiés syriens. L'accueil urgent et l'intégration effective à notre société d'un grand nombre de réfugiés forcent une importante mobilisation de personnes et de ressources. Tout un défi qui s'impose à nous mais qui peut aussi devenir un point de départ pour une redéfinition de ce qu'est la contribution de chacun au mieux-être collectif. L'accueil des réfugiés peut devenir l'occasion d'œuvrer collectivement à déconstruire les mécanismes d'exclusion et de faire valoir un système plus ouvert en termes de reconnaissance des apports des citoyens au bon fonctionnement de la société.

La diversité

Nul doute que la reconnaissance et l'intégration d'un grand nombre de nouveaux arrivants représente un défi. C'est souvent parce qu'un grand nombre de contributions au mieux-être et à la qualité de vie de tous ne compte pas dans l'équation économique.

Nombreuses sont les activités essentielles et indispensables au fonctionnement harmonieux d'une société qui sont issues de l'énergie bénévole de personnes et d'une infinité des apports non rémunérés : le démarrage de nouvelles entreprises, la création dans les domaines artistiques, les sports amateurs, le soutien aux soins de santé spécialisés, les vigies citoyennes sur l'environnement et les droits humains, les actions d'affirmation culturelle et de collaboration interculturelle, etc.

Bien que fondamentales, ces contributions non comptabilisées ne sont ni reconnues ni valorisées par nos structures économiques. Elles ne peuvent donc aucunement aider les personnes qui les offrent à subvenir à leurs besoins les plus élémentaires. C'est ainsi que l'embauche, la recherche d'un logement et l'accès à certains droits fondamentaux se transforment en course d'obstacles qui peut accélérer la perte de repères identitaires, la peur, la marginalité et la méfiance des uns à l'égard des autres. Les sentiments générés par ces formes d'exclusion pourraient engendrer de fortes poussées de racisme, un des facteurs importants de désunion sociale.



La clé de l'intégration

La clé pour une intégration harmonieuse, c'est la construction des voies vers l'autonomie. La possibilité de pouvoir subvenir à ses besoins fondamentaux en réalisant une activité utile est la forme de reconnaissance la plus élémentaire.

Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, notre société a érigé un système complexe de soutien aux personnes en nécessité. Ce système inclut les pensions, l'assurance emploi, l'assurance sociale, les programmes d'emplois étudiants, de compensations pour accidentés, de sécurité de la vieillesse, d'allocation familiale, etc. Ces programmes complexes qui mobilisent des masses de fonctionnaires ont incontestablement servi à réduire la pauvreté, mais force est de reconnaître qu'ils deviennent de moins en moins adaptés.

La nouvelle réalité du travail a profondément ébranlé ces approches ciblées d'assistance. La réalité des travailleurs est passée de l'emploi garanti à rémunération adéquate et stable à un monde du travail précarisé. Le virage vers des activités économiques de services a, lui, généré des travailleurs autonomes, contractuels qui vivent de cycles de contrat et de chômage. Les nombreux mécanismes de redistribution de la richesse mentionnés plus haut sont fondamentaux, mais ils ne sont plus en phase avec la réalité de plus en plus complexe de nos sociétés post industrielles. L'arrivée d'un grand nombre de réfugiés, réalité incontournable des prochaines décennies, imposera l'innovation à une vitesse grand « V ».

L'instauration d'un revenu minimum garanti, attribué sur la base de la contribution citoyenne, pourrait devenir incontournable pour mettre fin à l'exclusion et aux perceptions d'inégalité dans l'accès aux biens essentiels. Ce serait une voie à explorer en profondeur pour assurer une stabilisation de nos économies et de nos interactions sociales, et surtout l'intégration harmonieuse des nouveaux concitoyens.

Le service civil pourrait devenir un maillon important de l'intégration. L'organisation de l'implication citoyenne a été expérimentée avec succès pour les jeunes via de multiples programmes, entre autres, Katimavik, Chantiers Québec et les Offices de la Jeunesse. L'effet des services civils sur le sentiment de reconnaissance et d'appartenance, sur les capacités d'auto-prise en charge des jeunes a été reconnu au pays depuis les années 70. Une telle approche d'implication civile constitue une base sur laquelle il est possible de construire des mécanismes de reconnaissance et d'intégration accélérés, quitte à compenser les efforts par un revenu minimal garanti.

Pour la version complète du texte, visiter
<http://nonviolence.ca/index.php/integrer-les-refugies/>

Hydrocarbures : quelle politique pour le Canada ? > > > > > > > >

Le promoteur du Pipeline Énergie-Est est en train d'achever sa tournée québécoise tout le long du trajet projeté pour l'oléoduc de TransCanada. Il veut rassurer les citoyens.

Aux journées citoyennes, ce sont les questions de sécurité et d'intervention d'urgence qui ont été abordées de front. Une thématique intéressante car, à la base, les pipelines constituent des infrastructures qui défient tous les principes élémentaires de la sécurité citoyenne et environnementale. C'est sur un très vaste territoire canadien, bordé de montagnes et de cours d'eaux que l'oléoduc sera déployé. On parle d'installation d'immenses infrastructures, hautement vulnérables, sur des milliers de kilomètres, destinées à faire circuler un produit dangereux destiné à l'exportation et devant transiter par un immense territoire sensible, réserve d'eau propre et de ressource naturelle.

L'installation est facile d'accès parce qu'elle est enfouie près de la surface; de par son étendue, elle est pratiquement impossible à surveiller et des dommages peuvent y être causés avec des moyens relativement modestes. L'accroissement des aléas environnementaux plus extrêmes est aussi une source de préoccupation car les assises de l'infrastructure peuvent se fragiliser et entraîner des bris beaucoup plus fréquents que ceux envisagés.

Nationalisme énergétique canadien

Il est intéressant de revoir l'histoire de la politique énergétique canadienne en revenant au temps de Pierre-Elliott Trudeau, le père de l'actuel Premier Ministre canadien. Au début des années 80, en effet, Monsieur Trudeau a développé une politique énergétique qui a, ensuite, été lourdement condamnée aussi bien par les provinces pétrolières que par les transnationales. Avec cette politique, le pétrole canadien devait d'abord servir à l'autonomisation énergétique du pays. Ce qui semblait condamner la production axée sur l'exportation vers les marchés mondiaux.

Le contesté Programme énergétique national (PÉN) est pourtant demeuré la politique énergétique officielle du gouvernement du

Canada durant le règne libéral depuis lors. C'est, en fait, cette politique qui explique le paysage bleu des provinces du Canada central lors des récentes élections fédérales. Nombreux étant ceux qui ont voté par peur pour le PÉN que par amour pour M. Stephen Harper!



Introduit suite aux crises énergétiques des années 1970, le PÉN visait, entre autres, à: assurer l'autosuffisance pétrolière du Canada; maintenir un niveau respectable de réserves de pétrole, particulièrement pour la base industrielle de l'Est canadien; contrôler les prix; développer les sources alternatives d'énergie; accroître les revenus gouvernementaux des ventes de pétrole à travers une variété de taxes et d'accords, etc.

P.-E. Trudeau, a même créé une entreprise étatique, Péro-Canada, qui devenait l'instrument pour réaliser cette politique. Il est intéressant de noter que dans l'Ouest du pays, le Centre Petro-Canada de Calgary était connu sous le nom de *Red Square*, Place Rouge, une dénomination qui dit tout sur l'image que cette politique s'est faite à l'Ouest du pays.

Le contrôle des prix, supposé profiter aux Canadiens, fut également condamné par les intérêts du Canada central et par les grandes pétrolières y voyant une politique anti-marché ou bénéficiant seulement l'Est du Canada. La politique avait mené à la construction des raffineries et à la création des jobs à l'Est (en Ontario et au Québec) — ce n'est plus réellement le cas aujourd'hui.

Le pétrole canadien pour accélérer la transition énergétique du pays?

L'économie pétrolière d'exportation, principalement de pétrole non-conventionnel, rend l'économie canadienne hyper vulnérable. Non seulement l'exploitation de ce pétrole se réalise à coûts très élevés, mais aussi l'exportation coûte cher tout en étant régie par les caprices d'un marché mondial soumis à des fluctuations politiques.

Les pipelines sont des investissements prévus en fonction de l'exportation; les grandes pétrolières y voient les moyens de garantir l'achat d'immenses volumes de pétrole sur un très long terme. Les raffineries de calibre mondial, ayant des capacités dépassant le million de barils par jour, défient l'option de raffiner le pétrole sur place. C'est pour cela qu'il ne faut pas compter sur les grandes pétrolières quand il s'agit de produire pour une consommation de proximité.

Mais l'engagement à utiliser ce pétrole à des fins de "transition énergétique accélérée" ne pourrait-il pas, au moins, répondre au critère d'acceptabilité sociale au niveau canadien? Ne serait-ce pas l'ouverture vers une option « gagnant-gagnant »? D'une part, ceci impliquerait la *construction de raffineries sur place dans l'Ouest du pays*. Un plan pétrolier assurant des "jobs" au Canada Central, au lieu des "jobs" au Québec et en Ontario essentiellement, jouirait d'une plus grande acceptabilité à l'Ouest. *Le Canada pourrait aussi se servir de son pétrole pour une transition de l'industrie manufacturière hors des énergies fossiles*. Dans un tel scénario, on aurait besoin des énergies fossiles pour une certaine période pour implanter des centres intégrés de travail à distance, fabriquer les nouveaux équipements de transport non fossiles, creuser les infrastructures géothermiques, transporter et produire les éoliennes, favoriser les productions de proximité au moyen des panneaux solaires. Le pétrole canadien pourrait continuer d'être exploité pour accélérer la transition énergétique au Canada et son impact serait ressenti positivement à travers tout le Canada.

Pour en savoir plus : <http://nonviolence.ca/index.php/accelerer-la-transition/>

